



**MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA RENOVATION D'UN
IMMEUBLE DE BUREAUX A NANCY (54)**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2123-1 ET R.2123-1, R2113-4 ET 5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

MARCHE N° 2025-8600-001

M A R C H E D E L ' O F F I C E N A T I O N A L D E S F O R Ê T S

Entre

Objet de la consultation

Le présent marché concerne l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rénovation d'un immeuble de bureaux à Nancy.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts

Direction territoriale Grand-Est

Adresse : 5 rue Girardet, 54000 NANCY

Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798.

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Monsieur Denis DAGNEAUX, secrétaire général de l'ONF Grand Est.

Et,

TITULAIRE ou MANDATAIRE COMMUN en cas de groupement d'entreprises

Monsieur / Madame (prénom, nom du signataire)	
Agissant en qualité de (qualité du signataire)	
De la Société / de l'Association (supprimer la mention inutile)	
Sise (adresse postale)	
Téléphone télécopie courriel (obligatoire)	
Inscrite au Registre du Commerce OU au Registre des Métiers de : OU enregistrée à la Préfecture / Sous-préfecture de : en date du	
N° SIRET	
Code APE	

Après avoir pris connaissance du présent marché et des documents qui y sont mentionnés, je m'engage, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée, ne m'engage toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – PERSONNE EN CHARGE DE L’EXECUTION	5
1.1 Objet du marché	5
1.2 Procédure du marché	5
1.3 Forme du marché	5
1.4 Clause de réexamens	5
1.5 Classification CPV	5
1.6 Décomposition en tranches et en lots	5
1.7 Durée du marché et délais d’exécution	5
1.8 Lieux d’exécution du marché	5
1.9 Cotraitance	5
1.10 Sous-traitance	6
1.11 Forme des notifications et informations qui font courir un délai	6
1.12 Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché	6
1.13 Comptable assignataire des paiements	6
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3 – PRESENTATION DE L’ONF	7
3.1 L’Office national des forêts (ONF)	7
3.2 Contexte	7
ARTICLE 4 – DEFINITION DES MISSIONS	8
4.1 Assistance à la passation des contrats connexes	8
4.2 Assistance en phase avant-projet et projet :	8
4.3 Assistance lors de la passation du marché de travaux :	9
4.4 Assistance en phase de direction de l’exécution (DET) et de réception (AOR) des travaux :	9
4.5 Assistance à la gestion des garanties de parfait achèvement	10
4.6 Planning prévisionnel	10
ARTICLE 5 – PENALITES DE RETARD	10
5.1 Pénalités pour retard	10
5.2 Modalités de mise en œuvre	11
5.3 Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé	11
ARTICLE 6 – RECEPTION – ACHEVEMENT DES PRESTATIONS	11
6.1 Achèvement de la mission	11
6.2 Réception des prestations	11
ARTICLE 7 – PRIX	11
7.1 Forme et contenu des prix	11
7.2 Montant du marché	Erreur ! Signet non défini.

7.3 Révision des prix	12
ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT	12
8.1 Détermination de l'avance.....	12
8.2 Acomptes	12
8.3 Facturation.....	12
8.4 Modalités de paiement.....	13
8.5 Paiements des sous-traitants.....	13
8.6 Délai global de paiement de l'ONF	13
8.7 Nantissement ou cession de créance	14
ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
9.1 Discretion et confidentialité	14
9.2 Propriétés.....	14
9.3 Assurance.....	14
9.4 Statuts et forme juridique.....	15
9.5 Lutte contre le travail dissimulé	15
9.6 Pour les entreprises établies en France.....	15
9.7 Pour les entreprises établies à l'étranger	15
9.8 Sanctions.....	16
ARTICLE 10 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	16
10.1 Le titulaire doit se conformer strictement :	16
10.2 Travailleurs étrangers.....	16
10.3 Travail clandestin	16
10.4 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes.....	16
ARTICLE 11 – OBLIGATION DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	16
ARTICLE 12 - LITIGES	17
ARTICLE 13 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	17

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rénovation des locaux de bureaux de la direction territoriale de l'Office national des forêts (ONF) sur la commune de Nancy (54).

1.2 Procédure du marché

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

Le CCAG applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021- NOR : ECOM2106874A publié au JO du 01 avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCATP.

1.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché à prix ponctuel.

Les prix sont détaillés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

1.4 Clause de réexamens

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande publique, l'ONF se réserve la possibilité, pendant toute la durée du marché, et quel que soit le montant, de demander au titulaire d'étendre ou de réduire le périmètre des prestations.

L'ONF adresse au titulaire une décision précisant les ajouts et/ou les suppressions qu'il souhaite apporter au périmètre des prestations, par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courriel avec demande d'accusé de réception.

1.5 Classification CPV

71240000-2 : Services d'architecture, d'ingénierie et de planification

1.6 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu un découpage en tranches. Le marché est un lot unique.

1.7 Durée du marché et délais d'exécution

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'à l'extinction de la garantie de parfaite achèvement (GPA) de l'ouvrage à réaliser.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée maximale de quarante-neuf (49) mois.

1.8 Lieux d'exécution du marché

Les prestations objet du présent marché sont exécutées à Nancy (54000), 5 rue Girardet.

1.9 Cotraitance

La cotraitance est autorisée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En cas de groupement solidaire, nonobstant la désignation d'un mandataire du groupement, chacun des membres du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des autres membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

1.10 Sous-traitance

Compte tenu de la nature des prestations, la sous-traitance n'est pas souhaitée, sauf pour ce qui concerne des prestations très spécialisées, sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers ;
- Le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

1.11 Forme des notifications et informations qui font courir un délai

Les notifications et échanges se font par voie électronique sur la Plateforme PLACE : www.marches-publics.gouv.fr

1.12 Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est le secrétaire général Monsieur Denis Dagneaux agissant en vertu de la délégation de pouvoir n°DDS-N-2025-02 accordée par la Directrice générale de l'O.N.F.

1.13 Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique est l'Agent Comptable Secondaire

Christine SCHMITT
Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin
CS 50016 - 67084 STRASBOURG cedex
Téléphone 03.88.76.82.59 – Email : christine.schmitt@onf.fr

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant conformément à l'article 4.1 du CCAG-PI :

- Le présent marché (Règlement de Consultation et Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières) et ses annexes (programme technique détaillé et calendrier du projet) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par modification du marché ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) ;
- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI) applicable aux marchés de prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le calendrier de réalisation des prestations.

Les pièces générales, réputées connues, ne sont pas matériellement jointes au marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

A noter que le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux prestations intellectuelles ou C.C.A.G.-P.I. (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles) étant réputés connus par les opérateurs économiques et non matériellement joints au dossier de consultation est disponible sur le site internet :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

ARTICLE 3 – PRESENTATION DE L'ONF

3.1 L'Office national des forêts (ONF)

Créé en 1964, l'Office national des forêts (ONF) est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la double tutelle du ministère chargé de l'Agriculture et du ministère chargé de l'Environnement. Le statut d'EPIC lui confère une autonomie administrative et financière

Acteur majeur de la filière forêt-bois, l'établissement rassemble près de 8 200 professionnels. En Métropole et en Outremer, l'ONF gère près de 11 millions d'hectares de forêts publiques appartenant à l'État et aux collectivités territoriales.

L'ONF s'appuie sur une organisation territoriale couvrant le territoire métropolitain et les cinq départements d'Outremer. L'ONF est ainsi organisé en neuf directions territoriales et deux directions régionales (La Réunion, Guadeloupe), 50 agences territoriales, 320 unités territoriales.

L'ONF est également présent dans plus de 50 pays par l'intermédiaire de sa filiale ONF International.

Au quotidien, l'action des forestiers s'articule autour des trois piliers de la gestion durable : la production de bois, la protection de l'environnement et l'accueil du public. L'ONF assure également des missions de service public (prévention et gestion des risques naturels) et propose des produits et des services pour les collectivités et les entreprises.

3.2 Contexte

La direction territoriale (DT) Grand Est de l'ONF est installée dans des locaux au centre-ville de Nancy (rue Girardet).

Ce site héberge des personnels de la direction territoriale Grand Est, de l'agence territoriale de Meurthe-et-Moselle, de l'agence travaux Lorraine Champagne Ardenne, ainsi qu'une partie de la direction générale (DG). L'ONF projette de réhabiliter l'ensemble du site rue Girardet à Nancy afin d'améliorer la performance de son bâtiment. Cette opération doit prendre un caractère démonstrateur à l'échelle de l'établissement public. Elle fera office d'opération pilote pour d'autres projets similaires, à venir.

L'opération va également permettre de regrouper plusieurs structures. Les services à rapatrier sur le site sont notamment : le Centre National de Formation et une partie des agents du site de Lunéville.

L'enveloppe financière prévisionnelle actuellement affectée aux travaux est de 7 015 000 € HT.

3.2.1 Eléments de programmation – objectifs généraux

Le projet doit être exemplaire sur les points suivants :

- Performance énergétique et environnementale : respect du Décret Eco Energie Tertiaire objectif 2050, et recours obligatoire à des matériaux biosourcés avec mise en valeur du bois local.
- Nouvelle organisation des locaux : respect de la circulaire 6392 (objectif de ratio de 16m²/résident, hors centre de formation), et adaptation des locaux aux nouvelles modalités d'organisation du travail (présence / télétravail / nomadisme).
- Le coût de fonctionnement sur le long terme (notion du coût complet)

3.2.2 Description des missions de l'A.M.O

La mission confiée est une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à caractère administratif, financier, technique et réglementaire, qui démarre à compter de la notification du marché de maîtrise d'œuvre jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Pour l'ensemble des phases constituant la mission, l'assistance à la gestion du projet du maître d'ouvrage comporte notamment :

- La gestion des délais : élaboration, suivi et adaptation du planning prévisionnel ;
- La gestion des revues de projet : points d'étapes, points de validation ;
- La gestion des coûts : élaboration, suivi et adaptation de l'enveloppe prévisionnelle.

Il sera exigé de l'assistant à maîtrise d'ouvrage :

- Pilotage rigoureux des échéances et des calendriers ;
- Disponibilité et proximité pour répondre rapidement à tout problème pouvant surgir au cours de la mission ;
- Sens de la communication et grande capacité relationnelle, notamment lors des phases d'information et de concertation avec les représentants des personnels ;
- Veille à la sauvegarde des intérêts du maître d'ouvrage.

Le titulaire désignera nominativement dès la notification du marché, un chef de projet chargé de l'exécution de la mission qui sera l'interlocuteur permanent du maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 – DEFINITION DES MISSIONS

4.1 Assistance à la passation des contrats connexes

Les prestations attendues sont l'assistance à la passation des contrats suivants :

- Contrôleur technique ;
- Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS) ;
- Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) du chantier, si la mission n'est pas incluse au marché de MOE.

Ces prestations comprennent :

- Mise au point du DCE
- Analyse des candidatures et des offres
- Assistance lors de la mise au point du marché

Les livrables attendus pour chaque assistance à la passation des contrats listés en *supra* sont :

- Les DCE
- Les RAO.

4.2 Assistance en phase avant-projet et projet :

Les prestations attendues lors des phases d'avant-projet sommaire (APS), avant-projet définitif (APD) et projet (PRO) sont :

- Animation et suivi du travail du maître d'œuvre en ce qui concerne l'établissement des documents prévus au marché, en veillant au respect du programme, des délais et des possibilités de financement ;
- Aux différents stades des études, vérification que le maître d'œuvre prend en temps utile les contacts nécessaires avec les tiers intéressés aux ouvrages (eau, gaz, électricité, problèmes de mitoyenneté...);

- Établissement du projet de notification au maître d'œuvre des décisions du maître d'ouvrage valant acceptation, rejet ou instruction de modification des documents d'études prévus au marché ;
- Vérification que le maître d'œuvre constitue les dossiers nécessaires aux consultations réglementaires, enquêtes administratives à la demande du permis de construire, en tant que besoins et en temps utile ; • Suivi financier des honoraires MOE ;
- Pilotage des contrats CT et CSPS.

Les livrables attendus sont :

- Compte-rendu de validation des phases APS et APD ;
- L'avenant fixant la rémunération définitive du MOE à l'issue de la phase APD.
- Le compte-rendu de validation de la phase PRO.

La prestation attendue intègre une mission d'information et de concertation auprès des futurs utilisateurs des locaux.

4.3 Assistance lors de la passation du marché de travaux :

Les prestations attendues, pour l'assistance du maître d'ouvrage dans le suivi de la phase « Assistance pour la passation des Contrats de Travaux (ACT) » du MOE, sont :

- L'examen des propositions du maître d'œuvre concernant les modalités de consultation des entreprises et planification précise de la procédure de consultation ;
- La préparation, avec le concours du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, de l'avis public d'appel à la concurrence et du règlement de consultation ;
- Le pilotage du MOE pour l'élaboration du DCE en :
 - o Transmettant au MOE toute directive en vue de l'élaboration des pièces constitutives du D.C.E ;
 - o Vérifiant la conformité des pièces administratives et techniques avec le programme ;
 - o Contrôlant l'établissement du D.C.E. dans les délais prévus ;
 - o Recueillant l'avis du contrôleur technique, du coordonnateur « sécurité » et de l'O.P.C le cas échéant ;
- La participation aux travaux de la CAO, à titre de conseil du maître d'ouvrage, y compris dans les phases de négociation avec les candidats ;
- L'assistance au maître d'ouvrage lors des mises au point.

4.4 Assistance en phase de direction de l'exécution (DET) et de réception (AOR) des travaux :

La mission de l'AMO au cours de cette phase s'articule notamment autour des points suivants :

- L'assistance au maître d'ouvrage pour le contrôle et le suivi de l'exécution de chantier (minimum une visite mensuelle et aux étapes clés), information périodique du maître d'ouvrage de l'état d'avancement des travaux, du suivi du calendrier d'exécution, ainsi que de l'évolution du contexte financier de l'opération compte tenu des aléas rencontrés et des révisions de prix ;
- Préparation des décisions du maître d'ouvrage pour donner suite aux avis du contrôleur technique et du coordonnateur de sécurité ;
- Organisation des contrôles complémentaires qu'il jugera nécessaire : contrôle de mise en œuvre, contrôle d'étanchéité des réseaux... etc. ;

- Contrôle et validation de la conformité des installations et des ouvrages au regard des objectifs de départ avant réception ;
- Validation du DIUO et des guides d'exploitation ;
- Accompagnement lors des opérations de réception.

Les livrables attendus sont :

- Compte-rendu de suivi de chantier ;
- Suivi financier (y compris des pénalités).

4.5 Assistance à la gestion des garanties de parfait achèvement

Les prestations attendues sont :

- Conseil et assistance pour la mise en fonction de l'ouvrage ;
- Conseil et assistance pour la mise en jeu des garanties et des assurances, éventuellement des procédures contentieuses.

4.6 Planning prévisionnel

Les durées par phase et le planning prévisionnel sont les suivants :

N° de phase	Désignation	Durée (mois)	Date de fin de phase
	Notification marché MOE		31/05/2025
	Assistance contrats CSPS, CT, OPC	3	31/08/2025
	Assistance APS, APD, PRO	8	30/04/2026
	Assistance marchés travaux	4	31/08/2026
	Assistance DET et AOR	22	30/06/2028
	Assistance GPA	12	30/06/2029
	Total	49	

Ce planning est prévisionnel et n'a pas valeur contractuelle

ARTICLE 5 – PENALITES DE RETARD

5.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel est dépassé par le fait du titulaire du marché, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 150 euros HT par jour calendaire de retard.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera automatiquement accordé(e) au titulaire pour une durée égale au retard.

5.2 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, pour prestations non conformes, manquantes ou pour retard de livraison ou de réalisation des prestations, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

5.3 Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

ARTICLE 6 – RECEPTION – ACHEVEMENT DES PRESTATIONS

6.1 Achèvement de la mission

L'achèvement des missions de chaque phase se fait par la réception du dernier livrable de la phase en question, dans les conditions de l'article 27 du CCAG PI, dans un délai de deux mois. L'absence de décision dans ce délai vaut admission des prestations.

Le marché peut être résilié à l'issue de chaque phase sans que cela ouvre droit à indemnité pour le titulaire.

6.2 Réception des prestations

La réception des prestations se fera selon les dispositions du chapitre V du CCAG PI.

ARTICLE 7 – PRIX

7.1 Forme et contenu des prix

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

Le prix des prestations est invariable et ne saurait être remis en cause, le titulaire s'engage à une obligation de résultat dans le cadre de ce prix.

Les prix applicables au présent marché sont ceux indiqués à l'Etat des Prix Forfaitaires et Unitaires du présent marché.

Les prix sont exprimés en euro HT, la TVA étant appliquée au total HT.

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

7.2 Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1. du C.C.A.G.-PI., les prix sont révisibles via application de la formule suivante:

$$P = P_0 (0.15 + 0.85 \frac{I_n}{I_0})$$

Dans laquelle :

- P = prix révisés ;
- P₀ = prix initiaux ;
- I_n = la dernière valeur connue à la date de révision de l'index ingénierie ING
- I₀ = la valeur à la date de remise des offres de l'index ingénierie ING.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Détermination de l'avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance de 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, lui sera versée. Les règles relatives aux avances sont fixées par l'article R.2192-24 du code de la commande publique.

8.2 Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde du marché sera versé après expiration de la garantie de parfait achèvement.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous

8.3 Facturation

Les factures seront envoyées de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Intitulé d'adresse : 5 rue Girardet 54000 NANCY ;
- Numéro de facture ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre : 2025-8600-001 ;
- le numéro d'engagement du bon de commande ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- le prix HT ;
- référence du compte postal ou bancaire du titulaire ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées.

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse ci-dessous : **<https://chorus-pro.gouv.fr>**

Les factures doivent être envoyées avec les mentions précisées supra. Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : n° 2025-8600-001
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF
- Numéro d'identification : Le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 03798.
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

8.4 Modalités de paiement

Sauf mention contraire, le règlement des prestations s'effectue à terme échu après exécution et certification du service fait.

8.5 Paiements des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

8.6 Délai global de paiement de l'ONF

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de dépôt sur Chorus pro de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

8.7 Nantissement ou cession de créance

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur, l'ensemble des personnes qualifiées pour effectuer les prestations du marché, désignées lors de la remise de son offre. Il désigne également le responsable de la conduite de la prestation qui est l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur et supervisera la totalité des missions. Tout changement de personnel et de responsable qualifié pour la conduite des missions du présent marché, devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Les remplaçants devront au minimum être aussi compétents que les agents proposés initialement. Pour ce faire, le titulaire fournira le CV, les informations relatives aux formations de base et complémentaires et l'expérience de chaque nouvel interlocuteur. Ces derniers ne pourront commencer à exécuter les prestations qu'après acceptation par le pouvoir adjudicateur de leur qualification.

Pour des raisons évidentes d'égalité de traitement le titulaire du présent marché ne pourra se porter candidat (individuel ou groupement) du futur marché de MOE. De même, il ne devra avoir aucun lien contractuel avec les candidats du futur marché (sous traitance).

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter dans la conduite de sa mission, une obligation de discrétion totale en s'interdisant expressément de communiquer à quiconque, les informations qu'il aura à connaître à l'occasion de celle-ci.

9.1 Discrétion et confidentialité

Le titulaire, à l'occasion de l'exécution du présent marché, se doit de respecter une obligation de confidentialité à l'égard de toute personne extérieure à l'ONF pour toute prestation qui lui est confiée. Tout document, renseignement, ou objet ne peut, sans autorisation expresse du représentant légal de l'ONF, être communiqué à d'autres personnes extérieures à l'ONF. Il en est de même de tout renseignement de même nature, parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution des prestations.

9.2 Propriétés

Demeurent la propriété de l'ONF tous les documents et fichiers remis par l'office au titulaire pour l'exécution des prestations du présent marché.

A l'issue des prestations, tous documents, supports et autres, réalisés dans le cadre du présent marché deviendront la propriété de l'ONF et cela, quelle qu'en soit la forme.

A ce titre, le titulaire cède de manière exclusive l'ensemble des droits d'exploitation, de représentation, de reproduction, de cession, de traduction, de mise sur le marché et d'adaptation qui s'attachent aux créations susmentionnées à l'ONF.

9.3 Assurance

Le titulaire doit justifier auprès du pouvoir adjudicateur de la souscription des polices d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables.

Au plus tard dans le délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, il doit également justifier que son entreprise est titulaire d'une assurance responsabilité civile, pour l'année en cours, garantissant les tiers en cas de fautes, omissions, accidents, dommages causés par l'exécution du marché.

9.4 Statuts et forme juridique

Le prestataire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais, de toute modification relative à ses statuts, sa forme juridique, sa dénomination sociale, etc. Il en est de même pour une cession partielle ou totale d'activité ainsi qu'en cas de dépôt de bilan ou mise en redressement ou liquidation judiciaire.

Un avenant de transfert sera éventuellement conclu si nécessaire. À défaut, les paiements seront suspendus jusqu'à régularisation.

9.5 Lutte contre le travail dissimulé

Les pièces mentionnées à l'article 46-1° du code des marchés publics sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché y compris pour les périodes de reconduction, à savoir : les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail

9.6 Pour les entreprises établies en France

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont le pouvoir adjudicateur s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

9.7 Pour les entreprises établies à l'étranger

1° Dans tous les cas, les documents suivants :

- a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- b) Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, le pouvoir adjudicateur doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

Ces documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

9.8 Sanctions

En cas d'inobservation des clauses ci-dessus, le présent marché pourra être résilié sans que le titulaire ou ses ayants droit puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Ces motifs de résiliation ne préjugent pas des éventuelles suites judiciaires que le pouvoir adjudicateur pourrait intenter.

ARTICLE 10 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

10.1 Le titulaire doit se conformer strictement :

- Aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.2 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.3 Travail clandestin

Le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatif au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.4 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 – OBLIGATION DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

ARTICLE 12 - LITIGES

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives.

ARTICLE 13 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de la gestion durable des forêts, l'Office National des Forêts s'est engagé dans une politique de réduction de ses impacts environnementaux, traduite en prescriptions à respecter par tous ses intervenants. En conséquence, l'ONF attend de tout cocontractant (acheteur, fournisseur, prestataire de services... et ses sous-traitants) qu'il exécute ses obligations contractuelles en respectant scrupuleusement les prescriptions environnementales intégrées dans les cahiers des charges ou clauses particulières.

Le cocontractant reconnaît être parfaitement informé de cette exigence de l'ONF et s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs, prestataires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de son contrat principal le liant à l'ONF

Les candidats peuvent obtenir toutes précisions sur les engagements environnementaux auprès de l'ONF.